

SOCIÉTÉ • GOUVERNEMENT BARNIER

Avec Anne Genetet, l'éducation nationale aux mains d'une macroniste novice sur le sujet

La nouvelle ministre, élue Renaissance des Français établis hors de France, n'a jamais travaillé sur les enjeux scolaires. Elle est accompagnée d'un ministre délégué, Alexandre Portier, député Les Républicains proche de Laurent Wauquiez.

Par Eléa Pommiers et Sylvie Lecherbonnier

Publié le 21 septembre 2024 à 23h33, modifié hier à 10h27 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Anne Genetet, à l'Assemblée nationale, le 12 mars 2024. THOMAS SAMSON / AFP

L'éducation nationale change de visage pour la cinquième fois en quinze mois. La députée (Ensemble pour la République, EPR) de la 11^e circonscription des Français établis hors de France, Anne Genetet, a été nommée ministre de l'éducation nationale, dans le gouvernement de Michel Barnier, samedi 21 septembre 2024.

Lire aussi | [En direct : suivez les réactions au lendemain de l'annonce du gouvernement Barnier](#)

Elle succède à Nicole Belloubet, ministre depuis février, elle-même précédée par Amélie Oudéa-Castéra, Gabriel Attal et Pap Ndiaye. Elle sera accompagnée à la tête du plus gros ministère de l'Etat par Alexandre Portier, député (Les Républicains) de la 9^e circonscription du Rhône, nommé ministre délégué chargé de la réussite scolaire et de l'enseignement professionnel, un intitulé inédit.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le choix de l'élue de 61 ans, connue à l'Assemblée nationale pour ses travaux sur la défense et la diplomatie, a tout pour surprendre. Médecin de formation et diplômée en « journalisme médical et communication », elle a exercé les deux professions avant de devenir consultante à Singapour, où elle a vécu plusieurs années à partir de 2005. Elle a également été bénévole pour plusieurs ONG travaillant auprès des employés de maison, et a fondé une entreprise de conseil en relations employeur-employée de maison pour des familles expatriées occidentales. Députée depuis 2017, elle a été membre de la commission des affaires étrangères au Palais-Bourbon durant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, puis de la commission de la défense entre 2022 et juillet 2024.

Mis à part un rapport sur la proposition de loi visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, Anne Genetet n'a jamais travaillé sur les enjeux scolaires, et n'est pas connue pour ses positions publiques sur le sujet.

Un choix « consternant » pour le SNES-FSU

Alexandre Portier, 34 ans, a, lui, brièvement été professeur de philosophie. Député depuis 2022, proche de Laurent Wauquiez, il s'est montré actif sur les questions éducatives au cours de son premier mandat et a notamment déposé une proposition de loi sur la formation des enseignants, l'un des dossiers phare à venir. Il a par ailleurs dénoncé les « procès d'intention » faits à l'enseignement privé sous contrat dans une tribune de mai dans *le Figaro*. Au regard de leur parcours, le duo semble tenir aux équilibres politiques à trouver.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Parmi les acteurs de l'éducation, cela ne fait aucun doute et la nomination d'Anne Genetet, qui leur était inconnue jusqu'à samedi soir, reçoit un accueil polaire. « *On a l'impression qu'on a joué à pierre-feuille-ciseaux pour savoir qui allait être ministre de l'éducation nationale* », fustige Sophie Vénétiay, secrétaire générale du SNES-FSU. Pour la première force syndicale parmi les enseignants, le choix opéré à la tête de l'Etat est « consternant » : « *Anne Genetet est très, très loin des préoccupations de l'école, ce n'est pas la bonne personne à la bonne place et elle n'aura pas de légitimité aux yeux des personnels.* »

Lire aussi | [Gouvernement Barnier : qui sont les 39 ministres et secrétaires d'Etat ?](#)

Le sentiment est partagé au SE-UNSA. « *Si l'école était une priorité, elle ne serait pas une variable d'ajustement politique* », dénonce sa secrétaire générale, Elisabeth Alain-Moreno. La responsable syndicale regrette l'arrivée à l'hôtel de Rochechouart d'une ministre qui marque « *une continuité avec une politique largement désavouée dans les urnes* ».

Un ministère en crise

Quelle politique éducative sera celle du nouveau tandem à la tête de l'éducation nationale, dont le barycentre penche désormais clairement à droite ? Le faible poids politique d'Anne Genetet sur un sujet que le chef de l'Etat Emmanuel Macron a érigé en 2023 en « domaine réservé du président » et sur lequel l'ancien premier ministre, désormais chef de file des députés EPR, Gabriel Attal, a toujours dit vouloir continuer à peser, fait craindre au monde éducatif une poursuite des politiques menées jusqu'alors et massivement rejetées.

A commencer par les mesures du « choc des savoirs » tel que l'avait présenté Gabriel Attal – que Nicole Belloubet avait tenté d'édulcorer – et qu'Anne Genetet comme Alexandre Portier ont publiquement soutenues. Les marges de manœuvre politiques des ministres seront quoi qu'il en soit réelles : l'éducation nationale se réforme presque exclusivement par voie réglementaire, sans jamais, ou presque, avoir besoin de passer par l'Assemblée nationale où les majorités feront défaut.

Lire aussi | [La réforme du brevet, mesure phare du « choc des savoirs » de Gabriel Attal, est abandonnée pour 2025](#)

Les nouveaux ministres prennent leurs fonctions à la tête d'un ministère en crise, où les urgences à gérer sont aussi nombreuses que les sujets de fond à traiter. La crise du recrutement s'enracine un peu plus chaque année, le personnel est lassé de l'instabilité chronique à la tête du ministère et des réformes qui s'enchaînent sans cohérence, des ordres et contre-ordres qui minent la parole politique, et une partie des familles finit également par perdre confiance dans l'école publique.

Anne Genetet sera également très rapidement confrontée à une équation budgétaire qui s'avère particulièrement complexe pour 2025, avec d'un côté, un personnel en attente de revalorisations salariales et de meilleures conditions de travail, nécessaires à une meilleure attractivité, et de l'autre, la recherche d'économies par Bercy sur le premier budget de l'Etat.

Nicole Belloubet n'avait-elle pas alerté, lors de sa conférence de presse de rentrée, sur l'insuffisance des crédits prévus en l'état pour l'éducation nationale en 2025, et sur la nécessité, a minima, de sanctuariser le budget de la Rue de Grenelle ? Les acteurs éducatifs s'interrogent déjà sur la capacité et la volonté d'Anne Genetet à peser face au rouleau compresseur de Bercy sur ce dossier crucial.

Eléa Pommiers et Sylvie Lecherbonnier

Le Monde Ateliers

Découvrir

Cours du soir

Elections américaines 2024 avec Alain Frachon et Gilles Paris

Cours du soir

Comment regarder les impressionnistes ?

Cours en ligne

De l'animation d'une réunion à la préparation d'un discours, apprendre à parler en public

Voir plus